

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 Glisy

Glisy, le 7 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORIAP Fontaine-sous-Montdidier**

22 boulevard Michel Strogoff  
80440 Boves

Références : 2024-E10033  
Code AIOT : 0005105489

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/09/2023 dans l'établissement NORIAP Fontaine-sous-Montdidier implanté Belle Assise - RD 188 80500 Fontaine-sous-Montdidier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORIAP Fontaine sous Montdidier
- Belle Assise - RD 188 80500 Fontaine-sous-Montdidier
- Code AIOT : 0005105489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP est spécialisée dans les activités de stockage de grains. Ces activités sont visées par la rubrique 2160 : "silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables" de la nomenclature des installations classées.

La société compte 150 sites sur toute la France et 363 salariés en équivalent temps plein.

Le site était classé à déclaration depuis le 25 avril 2005 pour l'exploitation de 14 300 m<sup>3</sup> de capacité de stockage.

Après une demande d'extension, le site est maintenant classé à Autorisation par arrêté préfectoral du 6/12/18 pour la rubrique 2160 comme suit :

- 1 silo béton (silo 1) composé de 6 cellules, 2 as de carreaux et 3 boisseaux pour une capacité totale de 8 750 m<sup>3</sup>
- 1 silo palplanche (silo 2) composé de 18 cellules et 5 boisseaux pour une capacité totale de 41 844 m<sup>3</sup>

La capacité totale du site est de 50 594 m<sup>3</sup>

De plus, un bâtiment engrais hébergeant 5 cases de stockage d'engrais vrac pour une capacité totale 1500 tonnes a également été construit.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- risques accidentels

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Cependant l'exploitant devra fournir sous 1 mois la justification de la prise en compte des observations électriques (OBS 1).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  Mme QUILLET est responsable secteur pour NORIAP et a en charge le site de Fontaine sous Montdidier. Elle dispose d'une fiche de poste qui reprend ses fonctions, notamment les consignes réglementaires et de sécurité. Vu: formation sécurité silos janvier 2021 (notamment risque ATEX), réalisée tous les 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Vérification après travaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

<b>Constats :</b> Vu: exemple d'autorisation de travail correctement renseigné pour une intervention en interne avec validation de fin de travaux. Vu : exemple de plan de prévention cadre pour la société VION SARL correctement renseigné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b>  Vu: exemple de permis de feu (travaux de soudure – service interne) correctement rempli, avec notamment la surveillance 30 min après la fin des travaux et avant la fermeture du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b>  Vu: procédure dépoussiérage du 24/01/2019 qui reprend notamment la fréquence de nettoyage, l'utilisation du balai et de la soufflette. Vu: tableau de suivi des opérations de nettoyage, la périodicité est conforme à la procédure. Vu: témoins d'empoussièrement visibles. Vu: aspirateur avec marquage ATEX Ex II 3D T135 conforme pour la poussière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Qualification d'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
<b>Constats :</b>  Non vu lors de la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b>  Vu : rapport électrique de DEKRA du 19/04/2023 avec 11 observations. Les observations sont traitées par le service maintenance, mais il manque la traçabilité du suivi des réparations.  <b>OBS1: l'exploitant transmettra sous 1 mois la traçabilité des réparations effectuées.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites